



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/11/Rev.1
28 juillet 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 13 de l'ordre du jour provisoire*

CONSIDÉRATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (ARTICLE 26)

I. INTRODUCTION

1. Dans sa décision BS-VI/13, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdP-RdP) a créé un groupe spécial d'experts techniques qu'elle a chargé d'examiner les résultats des activités décrites dans cette décision afin de rendre conceptuellement claires les considérations socioéconomiques et de présenter son rapport à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa septième réunion.

2. La réunion du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques a eu lieu à Séoul, du 17 au 21 février 2014. Son rapport figure en annexe pour examen à sa septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

3. Les activités décrites dans la décision BS-VI/13, dont les résultats ont été examinés par le groupe d'experts, ont été : a) la convocation de groupes de discussion en ligne; b) la convocation de conférences en ligne régionales en temps réel; et c) la compilation, l'inventaire et l'examen des informations existantes sur les considérations socioéconomiques afin d'élaborer un aperçu global. Il est possible d'accéder comme suit en ligne à des informations détaillées sur les résultats de ces activités :

- a) la synthèse des discussions en ligne qui ont eu lieu en mars et avril 2013¹;
- b) les transcriptions des différentes conférences en ligne régionales en temps réel tenues en juin 2013² :

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1

¹ Voir <http://www.cbd.int/doc/meetings/bs/bs-ahteg-sec-01/information/bs-ahteg-sec-01-inf-01-fr.pdf>

c) l'aperçu global des informations sur les considérations socioéconomiques découlant de l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (UNEP/CBD/BS/AHTEG-SEC/1/2)³,

II. ÉLÉMENTS SUGGÉRÉS D'UN PROJET DE DÉCISION

4. À sa septième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques souhaitera peut-être examiner le rapport du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques, en prendre note ou l'accueillir avec satisfaction, examiner la recommandation décrite dans le paragraphe 20 du rapport et son annexe, et prendre le cas échéant une décision.

5. À cet égard, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques souhaitera peut-être :

a) prendre note du rapport du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques, qui figure en pièce jointe ci-dessous;

b) décider de prolonger le mandat du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques pour qu'il travaille sur les directives envisagées au titre de l'objectif opérationnel 1.7 du Plan stratégique à la lumière du paragraphe 4 c) de la décision BS-VI/13, compte tenu de l'annexe du rapport du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques et des informations qui peuvent être fournies au moyen des activités mentionnées dans le paragraphe c) i) et ii) ci-dessous;

c) prier le Secrétaire exécutif :

i) de convoquer des groupes de discussion en ligne pour faciliter les échanges de vues, les informations et les expériences relatifs aux considérations socioéconomiques, y compris concernant : i) l'interface entre l'évaluation des risques et les considérations socioéconomiques; ii) les aspects des considérations socioéconomiques liés à la santé humaine; et iii) les obligations internationales qui peuvent s'appliquer aux considérations socioéconomiques;

ii) de compiler des informations sur : a) les politiques, lois, règlements et directives qui donnent des définitions des considérations socioéconomiques; et b) les applications pratiques de considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés, y compris les cas dans lesquels les impacts socioéconomiques ont été pris en compte;

iii) de commander une étude sur les accords internationaux qui peuvent s'appliquer aux considérations socioéconomiques comme le prévoit l'article 26 Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques;

d) inviter le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres donateurs à envisager d'appuyer les activités de renforcement des capacités sur les considérations socioéconomiques comme

² Voir https://bch.cbd.int/onlineconferences/portal_art26/about_realtime.shtml

³ Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.cbd.int/doc/meetings/bs/bs-ahteg-sec-01/official/bs-ahteg-sec-01-02-en.pdf>

indiqué dans le paragraphe 2 n) de la décision BS-VI/5 (appendice II de la décision XI/5 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique).

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL D'EXPERTS TECHNIQUES SUR LES CONSIDÉRATIONS SOCIOÉCONOMIQUES

INTRODUCTION

1. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdP-RdP) a adopté la décision BS-VI/13 sur les considérations socioéconomiques qui priait notamment le Secrétaire exécutif de réaliser une série d'activités dont le but fondamental était d'aider à rendre conceptuellement claires ces considérations.

2. En conséquence, le Secrétaire exécutif a convoqué des groupes de discussion en ligne et des conférences régionales en ligne en temps réel afin de faciliter et de faire la synthèse des échanges de points de vue, des informations et des expériences concernant les considérations socioéconomiques entre les Parties, les gouvernements, les organisations et les communautés autochtones et locales concernées, dans le contexte du paragraphe 1 de l'article 26 du Protocole. Le Secrétariat a par ailleurs chargé un consultant de compiler les informations sur les considérations socioéconomiques, d'en faire le point et de les examiner afin d'élaborer un aperçu global.

3. La CdP-RdP a également décidé de créer un groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques (AHTEG sur les considérations socioéconomiques) pour : i) examiner les résultats des groupes de discussion en ligne, des conférences régionales en ligne en temps réel et l'aperçu global des informations afin de rendre, en s'inspirant des résultats, conceptuellement claires les considérations socioéconomiques; et ii) présenter son rapport pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa septième réunion. Le rapport du groupe spécial d'experts techniques a pour but de permettre à la CdP-RdP de délibérer et de décider des prochaines étapes appropriées, en vue de parvenir à l'objectif opérationnel 1.7 et aux résultats associés du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

4. Cinq experts par région et cinq experts d'entre les pays non parties et autres organisations ont été choisis pour participer à l'AHTEG conformément au mandat décrit dans l'annexe de la décision BS-VI/13 et au règlement intérieur applicable des réunions relevant du Protocole.

5. La réunion de l'AHTEG sur les considérations socioéconomiques a eu lieu à Séoul, du 17 au 21 février 2014. Y ont pris part 22 experts des Parties suivantes : Afrique du Sud, Autriche, Bélarus, Bolivie (État plurinational de la), Égypte, Espagne, France, Honduras, Hongrie, Inde, Libéria, Malaisie, Maroc, Mexique, Niger, Norvège, Philippines, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, Thaïlande et Union européenne. Cinq experts des observateurs suivants ont également pris part à la réunion : États-Unis d'Amérique, Third World Network, Global Industry Coalition, GENØK – Centre for Biosafety et *Universidad Nacional de General Sarmiento*.

POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

6. La réunion a été ouverte à 9h30 le lundi 17 février 2014 par M. Chung Seokjin, directeur de la Division de bio et nanotechnologie au Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie de la République de Corée. Une allocution d'ouverture a également été faite par un représentant du Secrétariat au nom de M. Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

7. Dans son allocution d'ouverture, M. Seokjin a souhaité la bienvenue à Séoul aux participants. Il a fait remarquer que l'objet de cet AHTEG était important pour la République de Corée car la loi du pays sur le mouvement transfrontière des organismes vivants modifiés contient sur les considérations socioéconomiques une disposition qui doit encore être élaborée. M. Seokjin a indiqué que son ministère, en collaboration avec le Ministère de l'environnement, ne ménage aucun effort pour préparer une septième réunion couronnée de succès des Parties au Protocole ainsi que la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. Il a souhaité aux experts de fructueuses délibérations.

8. Le représentant du Secrétariat a exprimé sa gratitude au gouvernement de la République de Corée pour avoir accueilli la réunion et fourni une aide financière qui avait permis à des experts de pays en développement d'y participer. Il a par ailleurs remercié le gouvernement de la Norvège pour avoir accordé des fonds additionnels à cette fin. Il a indiqué que les travaux de l'AHTEG contribueraient pour beaucoup à la septième réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

POINT 2. QUESTIONS D'ORGANISATION

2.1 Élection du Bureau

9. Les membres de l'AHTEG ont élu M. Andreas Heissenberger de l'Autriche et Mme Ranjini Warrier de l'Inde en qualité de coprésidents de la réunion. Après une brève allocution d'introduction, les coprésidents ont invité les participants à se présenter.

2.2 Adoption de l'ordre du jour

10. L'ordre du jour provisoire de la réunion (UNEP/CBD/BS/AHTEG-SEC/1/1) a été adopté sans modification.

2.3 Organisation des travaux

11. L'organisation des travaux telle que proposée à l'annexe I de l'ordre du jour annoté de la réunion (UNEP/CBD/BS/AHTEG-SEC/1/1/Add.1) a elle aussi été adoptée sans modification.

POINT 3. CLARTÉ CONCEPTUELLE DES CONSIDÉRATIONS SOCIOÉCONOMIQUES DÉCOULANT DE L'IMPACT DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS SUR LA CONSERVATION ET L'UTILISATION DURABLE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, EN PARTICULIER POUR CE QUI EST DE LA VALEUR DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE POUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES

3.1 Examen des résultats des activités réalisées conformément aux paragraphes 2 et 3 de la décision BS-VI/13 de la sixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

12. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Secrétariat a donné des informations de base sur la manière dont les discussions consacrées aux considérations socioéconomiques ont évolué dans le cadre du processus de la CdP-RdP ainsi qu'un aperçu général des activités qui ont eu lieu depuis la sixième réunion. Il a également présenté les documents de la réunion, à savoir la synthèse des discussions en ligne de mars-avril 2013 sur les considérations socioéconomiques (UNEP/CBD/BS/REGCONF-SEC/2/INF/1) et l'aperçu global des informations sur les considérations socioéconomiques découlant de

l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (UNEP/CBD/BS/AHTEG-SEC/1/2).

13. Suite à l'exposé du Secrétariat, les membres de l'AHTEG ont recensé des informations additionnelles pour l'aperçu global, notamment des informations sur les activités de l'Union européenne relatives aux considérations socioéconomiques (European GMO Socio-economics Bureau) qui peuvent fournir des informations utiles permettant d'aider les pays à effectuer des évaluations socioéconomiques. Il a également été mentionné que la Banque mondiale avait une politique de sauvegarde qui comprenait des dispositions sur l'évaluation socioéconomique des projets financés par le Banque, une référence pouvant s'avérer utile. D'aucuns ont fait part de leur préoccupation due au manque de participation à ce processus par les représentants des communautés autochtones et locales dont l'expérience et les compétences spécialisées pourraient avoir contribué aux discussions sur les considérations socioéconomiques.

14. M. Heissenberger a invité les présidents des conférences en ligne régionales en temps réel présents à la réunion à faire une brève évaluation des discussions qui avaient eu lieu lors de leurs conférences respectives dans l'intérêt des experts des autres régions. Mme Warrier, M. Heissenberger et M. Abdelkawy ont donné un aperçu général de ces discussions pour l'Asie-Pacifique, l'Europe de l'Ouest et d'autres groupes ainsi que pour l'Europe centrale et orientale et l'Afrique, respectivement. Notant que le président de la conférence GRULAC n'était pas présent à la réunion, M. Heissenberger a invité tout autre expert de la région qui avait participé à la conférence à dire quelques mots. M. Carlos Almendares du Honduras a donné un aperçu général de la conférence GRULAC.

3.2 Clarté conceptuelle

15. Au titre de ce point, la coprésidente Mme Warrier a invité les participants à faire part de leurs opinions et à proposer des éléments qui, à leur avis, contribueraient à rendre conceptuellement claires les considérations socioéconomiques. En conséquence, chaque participant a proposé des éléments. Elle a indiqué que ces éléments seraient compilés et mis à la disposition du groupe pour examen.

16. La compilation préparée comprenait des sections sur les principes généraux, les méthodologies et les points à examiner. Le groupe l'a étudiée et il est convenu d'y inclure un paragraphe d'introduction et un objectif. Les coprésidents ont proposé la création de groupes restreints chargés d'examiner et de peaufiner les éléments suggérés sous trois sections, à savoir les principes généraux, les méthodologies et les points à examiner. Ces groupes ont passé en revue leurs sections respectives et ils en ont communiqué les résultats à la réunion. Les coprésidents ont également créé deux petits groupes qu'ils ont chargés d'examiner le texte de l'introduction et les sections objectives de la compilation.

17. Durant les discussions, quelques participants ont fait part de la nécessité de clarifier le lien entre l'évaluation des risques et les considérations socioéconomiques et la mesure dans laquelle les questions liées à la santé humaine pourraient être considérées comme des considérations socioéconomiques.

18. Quelques participants ont souligné l'importance de recenser les dispositions d'accords internationaux pertinentes pour les considérations socioéconomiques dans la prise de décisions relatives aux organismes vivants modifiés. À cet égard, quelques exemples ont été donnés dont le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Il a également été suggéré que la prise en compte des considérations socioéconomiques dans le contexte de l'article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques peut ne pas être en conflit avec les règles d'accords commerciaux tels que ceux qui relèvent de l'Organisation mondiale du commerce aussi longtemps qu'elles ont été formulées avec les

justifications appropriées, défendables en vertu des informations disponibles et compatibles avec les règlements nationaux et aussi longtemps qu'elles ne donnent pas lieu à des distinctions arbitraires ou injustifiables. Toutefois, l'AHTEG a estimé que c'était une question qui devait faire l'objet d'un examen plus approfondi.

19. Après de longues délibérations, le groupe a approuvé les éléments d'un cadre pour rendre conceptuellement claires les considérations socioéconomiques (voir l'annexe du présent rapport). L'AHTEG a ensuite examiné les activités de suivi et les recommandations adressées à la CdP-RdP.

20. En conséquence, le groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques recommande que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques :

- a) examine le rapport de cette réunion;
- b) décide de prolonger le mandat du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques pour qu'il travaille sur les directives envisagées au titre de l'objectif opérationnel 1.7 du Plan stratégique à la lumière du paragraphe 4 c) de la décision BS-VI/13, compte tenu de l'annexe du présent rapport et des informations qui peuvent être fournies au moyen des activités mentionnées dans les paragraphes b) et c) ci-dessous;
- c) prie le Secrétaire exécutif de convoquer des groupes de discussion en ligne pour faciliter les échanges de vues, les informations et les expériences relatifs aux considérations socioéconomiques, y compris concernant : i) l'interface entre l'évaluation des risques et les considérations socioéconomiques; ii) les aspects des considérations socioéconomiques liés à la santé humaine; et iii) les obligations internationales qui peuvent s'appliquer aux considérations socioéconomiques;
- d) prie le Secrétaire exécutif de compiler des informations sur : i) les politiques, lois, règlements et directives qui donnent des définitions des considérations socioéconomiques; et ii) les applications pratiques des considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés, y compris les cas dans lesquels les impacts socioéconomiques ont été pris en compte;
- e) prie le Secrétaire exécutif de commander une étude sur les accords internationaux qui peuvent s'appliquer aux considérations socioéconomiques comme le prévoit l'article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques; et
- f) invite le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres donateurs à envisager d'appuyer les activités de renforcement des capacités sur les considérations socioéconomiques comme indiqué dans le paragraphe 2 n) de la décision BS-VI/5 (appendice II de la décision XI/5 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique).

POINT 4. AUTRES QUESTIONS

21. Le coprésident a demandé aux participants s'ils souhaitaient soulever d'autres questions concernant l'ordre du jour de la réunion. Aucune autre question n'a été soulevée.

POINT 5. ADOPTION DU RAPPORT

22. Les participants ont adopté le projet de rapport de la réunion compte tenu des modifications apportées verbalement.

POINT 6. CLÔTURE DE LA RÉUNION

23. Après une brève allocution de clôture du représentant du gouvernement de la République de Corée et de M. Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, M. Heissenberger a déclaré la réunion close à 13h30 le vendredi 21 février 2014.

*Annexe***ÉLÉMENTS D'UN CADRE POUR LA CLARTÉ CONCEPTUELLE DES CONSIDÉRATIONS SOCIOÉCONOMIQUES**

Le groupe spécial d'experts techniques a rappelé l'objectif opérationnel 1.7 du Plan stratégique 2011-2020 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques : "Fournir une orientation sur les facteurs socioéconomiques qui peuvent entrer en ligne de compte lors de la prise de décisions sur l'importation d'organismes vivants modifiés" ainsi que les résultats de cet objectif, y compris l'élaboration de directives concernant les considérations socioéconomiques des organismes vivants modifiés. Il a pris note du mandat qui lui avait été confié dans la décision BS-VI/13, à savoir examiner les résultats du forum de discussion en ligne ainsi que des conférences en ligne régionale en temps réel et l'aperçu global des informations sur les considérations socioéconomiques, et, sur cette base, rendre ces considérations conceptuellement claires dans le contexte du paragraphe 1 de l'article 26.

Le groupe spécial d'experts techniques a examiné ces résultats tels que les lui a communiqués le Secrétariat et tels qu'ils figurent dans les documents établis pour la réunion, et pris note des difficultés rencontrées pour rendre conceptuellement claires les considérations socioéconomiques. Conscient qu'il n'y a pas une seule définition convenue de ce qu'il faut entendre par "considérations socioéconomiques", le groupe a décidé d'adopter une approche descriptive pour les rendre conceptuellement claires. À cet égard, il a suggéré les éléments ci-après d'un cadre, adaptés selon que de besoin aux spécificités nationales et régionales et conformes aux obligations internationales, pour tenir compte des considérations socioéconomiques.

Objectif

Aider les Parties à rendre claires les considérations socioéconomiques prises en compte dans le processus de prise de décisions relatives aux organismes vivants modifiés, en recensant et évaluant leurs impacts socioéconomiques potentiels, conformément à l'objectif et à la portée du Protocole.

Principes généraux

1. Le paragraphe 1 de l'article 26 prévoit que les Parties peuvent tenir compte des incidences socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés.
2. La prise en compte des considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés devrait être en accord avec les obligations internationales pertinentes, qui comprennent les accords commerciaux, les accords sur l'environnement et les accords sur les droits de l'homme.
3. La prise en compte des considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés devrait être en accord avec les cadres et politiques réglementaires nationaux existants.
4. Dans la prise en compte des considérations socioéconomiques, les Parties devraient tenir compte de leur situation locale, nationale et régionale, de leurs pratiques culturelles, de leurs priorités et de leurs besoins, en particulier ceux qui ont trait à la valeur de la diversité biologique pour les communautés autochtones et locales.
5. La prise en compte des considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés devrait être claire, transparente et non discriminatoire.

6. Les questions liées à la santé qui découlent des impacts d'organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique devraient également faire partie des considérations socioéconomiques, sous réserve qu'elles ne sont pas déjà prises en compte dans l'évaluation des risques.
7. L'incertitude ou des informations insuffisantes sur les impacts socioéconomiques ne devraient pas empêcher les considérations socioéconomiques d'être prises en compte dans la prise d'une décision.
8. La conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique reposent sur un vaste éventail d'éléments, y compris d'éléments socioéconomiques, qui appuie l'application des principes du développement durable.
9. La planification et la réalisation d'évaluation des risques et la prise en compte des considérations socioéconomiques peuvent être complémentaires dans le processus de prise de décisions.
10. La participation et la consultation du public font partie du processus de prise en compte des considérations socioéconomiques.

Considérations méthodologiques

1) Portée

La portée des méthodologies pourrait inclure les questions suivantes :

- Questions économiques
- Questions sociales
- Questions écologiques
- Questions culturelles / traditionnelles / religieuses / éthiques
- Questions liées à la santé

2) Approches méthodologiques

Un large éventail d'approches méthodologiques est disponible pour couvrir la complexité des considérations socioéconomiques, qui pourraient comprendre les suivantes :

- Analyse de situation et informations de base
- Planification de scénarios
- Études *ex ante* et/ou *ex post*
- Études quantitatives et/ou qualitatives
- Modalités de consultation et de participation du public
- Analyse multicritères
- Évaluations des impacts socioéconomiques
- Valorisation de la diversité biologique

Toute méthodologie choisie devrait reposer sur notamment les besoins d'information des décideurs.

3) Facteurs qui influent sur les approches méthodologiques

- Niveaux d'analyse macro, micro ou marchand, en fonction de l'organisme, du caractère et de l'usage prévu

- Contexte et/ou cas spécifique au niveau de l'organisme, du caractère et de l'usage prévu
- Les différentes parties prenantes qui participent à l'élaboration de l'évaluation socioéconomique
- La variation des considérations socioéconomiques entre les États et au niveau infranational.

Points à examiner

1. Toute liste d'éléments de considérations socioéconomiques serait indicative et non exhaustive.
2. La liste des éléments de considérations socioéconomiques fondés sur les expériences existantes et figurant dans le document qui résumait les discussions en ligne (document UNEP/CBD/BS/REGCONF-SEC/2/INF/1) contribuerait à l'élaboration future de directives sur les considérations socioéconomiques.
3. Les éléments de considérations socioéconomiques peuvent être classés au moyen des dimensions mentionnées ci-dessous.
4. Les éléments de considérations socioéconomiques pourraient relever de plus d'une dimension.
5. Les dimensions écologiques et celles liées à la santé qui ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des risques peuvent être abordées lorsque sont prises en compte les considérations socioéconomiques.

Dimensions :

- a) économiques : p.ex. impact sur le revenu;
 - b) sociales : p.ex. impact sur la sécurité alimentaire;
 - c) écologiques : p.ex. impact sur les fonctions écosystémiques;
 - d) culturelles/traditionnelles/religieuses/éthiques : p.ex. impact sur les pratiques d'échange et d'économie de semences;
 - e) liées à la santé humaine : p.ex. impact sur l'état nutritionnel.
-